

Opposition au pouvoir croissant de l'Église orthodoxe serbe dans la vie publique : le cas des Women in Black [Femmes en noir]-Serbie



Opposition au pouvoir croissant de l'Église orthodoxe serbe dans la vie publique : le cas des Women in Black [Femmes en noir]-Serbie

Women in Black [Femmes en noir]-Serbie

Staša Zajović et Katie Mahuron

Les Women in Black [Femmes en noir] sont un réseau mondial de femmes qui luttent pour une paix basée sur la justice et s'opposent activement à la guerre, au militarisme et à d'autres formes de violence. Lancé en Israël en 1998 pour protester contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens, le mouvement est apparu plus tard dans d'autres pays, notamment au Canada, aux États-Unis, en Australie et dans de nombreux pays européens, où des vieilles ont été organisées par solidarité avec ceux qui subissaient l'occupation israélienne et avec les Israéliens contre la militarisation de leur propre gouvernement.

Les Women in Black [Femmes en noir]-Belgrade (Zene u Crnom Beograd)¹ se sont constituées en 1991, en réponse aux conflits entre les républiques de l'ex-Yougoslavie. Le réseau a commencé par protester publiquement, sans violence, contre la guerre, le nationalisme, le militarisme et toutes les formes de discrimination, et continue de s'opposer au pouvoir croissant de l'Église orthodoxe serbe dans la vie publique. Travaillant activement à étudier et documenter l'impact du fondamentalisme religieux, il a aussi un vaste programme d'activités notamment des formations, des actions de rue, la constitution de coalitions et le lobbying. Dans le cadre de cet effort, les Women in Black [Femmes en noir] ont mis en place d'importants réseaux locaux et internationaux qui restent essentiels dans la lutte permanente contre les fondamentalismes dans le monde entier.

Fondamentalismes religieux dans le contexte serbe

« Fundamentalism is an ultra-conservative, ultra-right-wing political movement which abuses religion, tradition, ethnicity (and) customs with the aim of acquiring and maintaining power (governance). It does so by limiting and abolishing women's human rights through sex segregation and gender apartheid, limiting and abolishing civil

liberties, endangering democracy, and abusing democratic institutions. [Le fondamentalisme est un mouvement politique ultraconservateur, d'extrême droite, qui fait un usage abusif de la religion, de la tradition, de l'ethnicité (et) des coutumes, en vue d'obtenir et de garder le pouvoir (gouvernance). À cet effet, il limite et annihile les droits humains des femmes en pratiquant la ségrégation entre les hommes et les femmes, ainsi que l'apartheid des sexes, en limitant et supprimant les libertés civiles, en mettant la démocratie en danger et en faisant un usage abusif des institutions démocratiques.] »²

En 1982, 24 % de la population serbe se disaient religieux. En 1993, cette proportion était passée à 71 %. En 1999, elle était de 97 %³. Ce changement radical reflète l'influence croissante de l'Église orthodoxe serbe dans la société serbe. Ce processus de « cléricisation » (qui consiste à apporter des réponses religieuses plutôt que laïques aux questions du domaine public) progresse à mesure que l'Église et d'autres groupes fondamentalistes jouent un rôle de plus en plus marqué, constituant une menace croissante pour les droits humains et des femmes, en Serbie et dans toute la région.

La fusion théorique du pouvoir religieux et de l'État dans l'Église orthodoxe serbe s'appelle *Svetosavlje* ou Saint-Savaism [Saint-Sabaïsme]⁴ et daterait du XIIIe siècle. Se considérant comme la protectrice et la gardienne de l'identité serbe, l'Église manie la rhétorique nationaliste d'une « Grande Serbie » d'ordre divin⁵, basée sur les mythes d'une société serbe dans les Balkans occidentaux pré-ottomans et qui engloberait aujourd'hui une grande partie du territoire de l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY). Au centre de ce discours, l'unité indivisible de la nation, de l'État et de l'Église, une structure qui interdit aux non-orthodoxes de revendiquer l'identité serbe.

Le discours décrit aussi les Serbes comme un peuple persécuté, constamment menacé d'extinction. En 1997, la *Declaration against the Genocide of the Serbian People* [Déclaration contre le génocide du peuple serbe] du patriarche Pavle décrit la menace d'anéantissement à laquelle

les Serbes sont confrontés de manières brutales : « Throughout their history, [the Serbs] have faced the fiercest forms of genocides and exoduses that have jeopardized their existence, yet they have always been self-defenders of their own existence, spirituality, culture, and democratic convictions. [Tout au long de leur histoire, [les Serbes] ont dû faire



face aux formes les plus barbares de génocide et d'exode, qui ont mis leur existence en péril, mais ils ont toujours défendu leur existence, leur spiritualité, leur culture et leurs convictions démocratiques.] »⁶ Il convient de noter que cette déclaration a été faite deux ans seulement après le génocide de Srebrenica en Bosnie, où les forces serbes ont tué plus de 8 000 hommes et garçons musulmans.

Les chefs de l'église ont stimulé la construction de l'identité serbe par une campagne de propagande active, commencée à la fin des années 1980 et qui s'est intensifiée sous le régime de Slobodan Milosevic⁷ et pendant les guerres de Yougoslavie⁸ des années 1990. Après la mort de Josip Tito⁹ et l'effondrement du communisme dans la région, l'Église orthodoxe serbe a soutenu la violence du régime de Milosevic, espérant qu'il mettrait en place une « Grande Serbie » de conception religieuse. Les prêtres et les dignitaires de l'Église bénissaient les soldats et les hommes qui partaient au combat pendant les guerres des années 1990. Ils ont fait, à maintes reprises, des déclarations soutenant et justifiant les guerres en Croatie, en Bosnie et au Kosovo.

En 1991, Zeljko Raznatovic, criminel de guerre inculpé, fondateur et dirigeant de la Serb Volunteer Guard [Garde des volontaires serbes] paramilitaire, aurait dit : « Our highest commander is Patriarch Pavle. [Notre commandement suprême, c'est le patriarche Pavle.] »¹⁰ En 1992, quand des dignitaires de l'Église ont demandé à Milosevic de démissionner, leur initiative n'était pas due aux atrocités massives commises dans la région, mais plutôt à la crainte que cette violence ne serve pas leurs objectifs déclarés.

Depuis les guerres des années 1990, l'Église orthodoxe serbe s'est alliée au Democratic Party of Serbia [Parti démocratique de Serbie] et privilégie un engagement accru avec la jeunesse sous forme de mouvements et groupements de jeunes néonazis. Ce n'est pas la seule forme d'engagement de l'Église avec la jeunesse, mais la propagande franchement violente et nationaliste de ces groupes est extrêmement préoccupante dans une nation et une région qui se relèvent à peine des guerres récentes. Les deux groupes de jeunes les plus étroitement liés à l'Église orthodoxe serbe sont Obraz (Honneur) et Krv i cast (Sang et honneur). Fondée en 2001, Obraz est un mouvement de jeunesse anticomuniste, antimondialisation et clérico-fasciste. Sous l'influence de l'Église orthodoxe serbe, il est actif dans le mouvement « Kosovo is Serbia [Le Kosovo c'est la Serbie] » et soutient le groupe néonazi Nacionalni stroj (National Front [Front National]). Krv i cast, la branche serbe d'une organisation néonazie mondiale pour les jeunes, est active dans le mouvement de la Grande Serbie. Dernièrement, le groupe a été vu dans des rallies et des marches contre l'indépendance du Kosovo et il a

participé aussi à des attaques violentes contre des activistes des droits des gays. Une partie de l'Église orthodoxe serbe fournit ouvertement un soutien logistique et moral à ces organisations clérico-fascistes. Elle apporte également son appui par l'intermédiaire du Serbian Ministry of Religion [ministère de la religion de Serbie], dirigé par le ministre Bogoljub Sijakovic, qui a des liens fondamentalistes.

La présence de l'Église dans la politique nationale s'est renforcée en 2004, quand Vojislav Kostunica est devenu premier ministre de Serbie. Kostunica et son Democratic Party of Serbia [Parti démocratique de Serbie] ont des liens étroits avec l'Église et utilisent souvent la religion et les cérémonies religieuses pour légitimer leur propre pouvoir et encourager les citoyens/nes à se considérer comme une Serbie orthodoxe unie. Sous la direction de Kostunica, le parlement serbe a adopté la Law on Churches and Religious Communities [loi sur les églises et les communautés religieuses] en avril 2006, reconnaissant que l'Église orthodoxe serbe joue un rôle extraordinaire, à la fois historique et de constitution de l'État. La loi ne reconnaît comme églises traditionnelles et communautés religieuses que les religions « centuriers-long historic continuity in Serbia [qui ont une présence historique de plusieurs siècles en Serbie] »¹¹, qualifiant tous les autres groupes de « communautés confessionnelles » et « organisations religieuses » sans statut officiel. Elle privilégie aussi l'Église orthodoxe serbe de façon spécifique. Au titre de cette loi, les dignitaires de l'église et de la communauté religieuse bénéficient de l'immunité devant la loi, ils reçoivent un financement des communautés locales et des fonds exonérés d'impôt de donateurs privés, ils sont repris dans le budget de l'État qui alloue des fonds pour les pensions et l'assurance-maladie des prêtres. Les institutions de l'État doivent remettre les propriétés confisquées aux églises ou aux communautés religieuses, et les églises sont entièrement ou partiellement exonérées d'impôts et ne sont pas tenues de tenir une comptabilité si elles vendent des produits. Les églises et les communautés religieuses peuvent construire des églises ou autres édifices en toute indépendance, et peuvent créer des institutions scientifiques et d'experts pour la protection du patrimoine sacré. Au titre de cette loi, une faculté de théologie orthodoxe a été rouverte à l'université de Belgrade et l'Église orthodoxe serbe est l'autorité qui engage et licencie les enseignants et le personnel.

La Law on Churches and Religious Communities [loi sur les églises et les communautés religieuses] ne se contente donc pas de donner à l'Église orthodoxe serbe des droits juridiques extraordinaires et de légitimer l'Église juridiquement en reconnaissant qu'elle est historiquement liée à la culture serbe, mais elle impose potentiellement une contrainte financière aux gouvernements locaux et national. Les Women in Black [Femmes en noir] et d'autres organisations de la société civile en Serbie ont activement lutté contre l'adoption de cette loi. Proposée pour positionner la Serbie

comme un pays européen, cette image trompeuse de pluralisme indique que la droite a de plus en plus conscience du langage des droits humains internationaux et comprend parfaitement qu'il convient de faire semblant de répondre aux exigences des groupes de droits humains tout en les contrecarrant en réalité.

Point de vue de femmes concernant le fondamentalisme

Les programmes éducatifs et de recherche des Women in Black [Femmes en noir] Serbie donnent une idée unique des perspectives de femmes concernant les fondamentalismes religieux en Serbie. Lors du projet de séminaire éducatif itinérant de 2006-2007 en Serbie, les Women in Black [Femmes en noir] ont identifié les formes de fondamentalisme que les femmes considèrent les plus fréquentes¹². Elles peuvent être regroupées en cinq catégories : atteintes aux droits humains des femmes (en particulier leurs droits sexuels et de la reproduction), attaques contre le caractère laïc de l'État, cléricisation de la vie publique, monopole croissant de l'Église orthodoxe serbe sur la spiritualité et les valeurs, et agressions contre la « différence ».

Les femmes discernent une tendance croissante dans le discours public, qui cantonne l'identité des femmes aux sphères de la maternité et du mariage. Cette propagande conservatrice estime que le rôle le plus fondamental d'une femme est de donner naissance au nom de la nation et de l'Église orthodoxe serbe. La notion du rôle de la femme en tant que reproductrice et mère est renforcée par le discours nationaliste sur la « peste blanche ». L'idée d'une baisse du taux de fécondité chez les Serbes « blancs » et de taux de fécondité plus élevés ou en hausse parmi les populations de Roms, d'Albanais et de Bosniaques doit faire craindre un asservissement futur ou l'extinction des Serbes en Serbie. Cette crainte est exacerbée par les réactions d'Obraz, Krv i cast et d'autres groupes au moment de la déclaration par le Kosovo de son indépendance de la Serbie, en 2008. Le Kosovo garde une place importante dans le mythe nationaliste et fondamentaliste de la « Grande Serbie » et ces groupes utilisent les statistiques de la population albanaise majoritaire au Kosovo pour étayer leur message raciste.

La notion de la femme en tant que mère et reproductrice face à la « peste blanche » n'est pas propre à la Serbie bien sûr. Tout au long du XXe siècle, les mouvements nationalistes ont fait écho à ce discours, attribuant aux femmes un rôle de reproduction au nom de la nation, un rôle qui en fait les gardiennes de la tradition, de l'honneur et de la moralité. Pendant les guerres de Yougoslavie des années 1990, les corps de femmes ont été utilisés comme instruments de l'épuration ethnique. Pour la lutte en Serbie, il est indispensable de savoir que les groupes nationalistes manient le discours de la maternité à des fins politiques. Les forces combinées du nationalisme

militant et de la religion fondamentaliste servent à affaiblir doublement la position des femmes et des activistes des droits des femmes en Serbie. Les dangers de ces discours pour les femmes en Serbie dépassent la simple contraction des choix d'identité personnelle et collective des femmes. Ils ont aussi un impact important sur les droits sexuels et de reproduction des femmes. Dans la République socialiste fédérative de Yougoslavie, les femmes avaient l'assurance de certains droits légaux, notamment le droit à l'avortement. Aux réunions, séminaires et autres rencontres des Women in Black [Femmes en noir]-Serbie, les femmes se penchent souvent sur les droits dont bénéficiait la génération précédente et réfléchissent aux attitudes de leurs mères en matière d'avortement, considéré comme un droit naturel et accepté. Avec la montée du nationalisme religieux et l'influence croissante de l'Église orthodoxe serbe dans les affaires de l'État, ce droit n'est plus garanti. Depuis 2000, l'Église orthodoxe serbe refuse la communion aux médecins, infirmiers, infirmières et sages-femmes qui pratiquent des avortements. Cet acte d'exclusion religieuse va de pair avec une campagne publique dans les médias nationaux et locaux contre le droit à l'avortement légal, qualifiant de « baby killers [tueuses de bébés] » les femmes qui font le choix personnel de se faire avorter. L'église a le droit de pratiquer la religion orthodoxe comme elle l'entend, mais la présence et le poids de ses opinions religieuses augmentent dans la politique et la culture serbes.

Le chant de l'hymne *Boze pravde* (« God of Justice [Dieu de justice] »), la rhétorique de la religion de plus en plus présente dans les discours des politiciens, la participation de l'armée aux cérémonies religieuses, la célébration ou l'observance publique de la « *Slava familiale* », aujourd'hui fêtée avec faste comme une sorte d'endoctrinement nationaliste¹³, sont autant de signes de l'empiètement de la religion sur les institutions et les espaces publics. Cette appropriation des espaces publics joue un rôle charnière dans la cléricisation de la vie publique, qui donne à l'église et à ses dignitaires un monopole accru en matière de spiritualité et de valeurs dans la culture serbe. L'introduction de l'enseignement religieux en 2001, l'instauration d'un jour de congé scolaire pour la St-Sava (27 janvier) et l'apparition de programmes religieux et de dignitaires de l'église à la radio et à la télévision du service public¹⁴ sont autant de signes de la présence croissante des valeurs religieuses dans la vie publique. Comme le rôle des médias pour refléter et façonner l'identité et l'opinion publique est bien documentée, la présence de la doctrine de l'Église dans tous les types de médias continue à avoir un impact significatif sur le lien de plus en plus fort entre les identités des Serbes et des fidèles de l'Église orthodoxe serbe.

Activités des Women in Black [Femmes en noir]

Éducation

Les Women in Black [Femmes en noir] sont d'avis qu'il faut maintenir la distinction entre les espaces privés et publics. Reconnaissant l'importance de l'éducation en tant qu'étape préliminaire au changement, le réseau centre ses activités de formation sur l'identification des signes avertisseurs des fondamentalismes religieux, la compréhension des effets de ces fondamentalismes sur la vie et le corps des femmes, et l'information concernant la notion plus large des fondamentalismes. Une première étape essentielle pour la lutte contre le fondamentalisme, c'est que les activistes et les citoyens/nes puissent discerner les signaux avertisseurs des fondamentalismes dans leurs propres communautés. Comme un nombre plus grand de femmes est formé aux concepts de base qui sous-tendent le fondamentalisme, les Women in Black [Femmes en noir] étendent ce programme éducatif pour aborder les réponses démocratiques et féministes aux fondamentalismes. Il est essentiel que les femmes comprennent le contexte du fondamentalisme dans leurs propres communautés et ne considèrent pas les tendances fondamentalistes comme un schéma, un produit ou une lutte des « autres » (autre ville, autre région, autre pays, autre culture, autre religion, etc.). Il est tout aussi primordial que les femmes de Serbie conçoivent le fondamentalisme local comme faisant partie d'une progression mondiale croissante des fondamentalismes. Les Women in Black [Femmes en noir] sont d'avis que le fait de comprendre sa propre place dans les contextes et les combats locaux et mondiaux, et de traduire cette compréhension dans les programmes éducatifs et le travail en réseau est la seule façon de lutter contre le fondamentalisme.

Le programme a pour but d'acquérir une meilleure idée conceptuelle et méthodologique sur la base d'autres luttes contre les fondamentalismes, tout en gardant une focalisation locale. Les fondamentalistes religieux et les nationalistes sont interconnectés, même s'ils se haïssent. Les activistes, les éducateurs/rices, les politiciens/nes et autres groupes de la société civile qui s'opposent à ces tendances doivent se positionner dans le dialogue mondial plus vaste et travailler en sachant qu'isolément toute lutte est affaiblie. Pour les Women in Black [Femmes en noir], cela suppose de ne pas cantonner leur travail à Belgrade, mais de tenir compte aussi de l'éducation et du travail de chaque femme du réseau, que ce soit à Leskovac, dans le sud de la Serbie ou à Subotica dans le nord.

Des séminaires, des formations, des conférences, des panels de discussions et de débats, des projections cinématographiques et des publications sont les principales composantes de la programmation éducative des Women in Black [Femmes en noir]. Cette approche multiforme permet au réseau de toucher un public plus large. Des

séminaires éducatifs ont été organisés dans les villes et agglomérations de toute la Serbie. Les participants/es venaient principalement du réseau des Women in Black [Femmes en noir]-Serbie et d'autres organisations activistes de la société civile. Le premier cycle de séminaires, qui a eu lieu en 2006 et 2007, était centré sur l'élargissement de la connaissance générale du fondamentalisme et de ses effets sur les femmes. Le deuxième, en 2008 et 2009, encourageait un examen plus approfondi des réponses féministes et démocratiques au fondamentalisme en Serbie et dans un contexte mondial. Ces activités éducatives ont eu un impact manifeste sur l'adoption par les femmes d'une attitude critique à l'égard de l'utilisation abusive de la religion à des fins politiques, de l'Église orthodoxe serbe et de certains rituels traditionnels.

Après chaque séminaire, les femmes ont adhéré en plus grand nombre au réseau serbe des Women in Black [Femmes en noir]. Il était clair que ces activistes préféraient une approche proactive, se montrant plus à l'aise avec les perspectives féministes sur la laïcité qu'avec les critiques féministes du fondamentalisme et de la cléricisation. Depuis 2008, les activités éducatives du réseau se concentrent donc sur les approches féministes de la laïcité et l'importance de la laïcité pour les droits des femmes.

Les séminaires éducatifs des Women in Black [Femmes en noir] s'attachent à former les dirigeantes locales des communautés de femmes pour identifier les fondamentalismes au sein de leurs propres communautés et les combattre. Les séminaires comptent généralement 15 participants/es avec une représentation variée de plusieurs générations, groupes ethniques, statuts sociaux, niveaux d'études, contextes religieux et orientations sexuelles. Les sessions de deux jours combinent des conférences et des ateliers, avec du matériel vidéo (expositions interactives, documentaires, etc.) et adoptent une approche pluridisciplinaire qui favorise une sorte d'« activisme basé sur la théorie », avec un bon équilibre de connaissances théoriques et d'expérience activiste. Les participants/es à ces formations apprennent à identifier le fondamentalisme, à s'y opposer et à former d'autres personnes de leurs communautés en matière de tendances fondamentalistes



locales et mondiales. Les Women in Black [Femmes en noir] estiment qu'il s'agit d'un élément essentiel de la programmation éducative, qui permet au réseau non seulement de transmettre des connaissances à divers groupes de femmes, mais également d'engendrer un schéma plus vaste de résistance au fondamentalisme, avec un ancrage local et qui est donc en bonne position pour combattre les tendances fondamentalistes locales.

Les conférences publiques, les panels de débat et les discussions permettent aux Women in Black [Femmes en noir] de réunir des universitaires, des artistes, des activistes, des politiciens/nes et des citoyens/nes ordinaires dans un même endroit, pour un dialogue singulier. Ils attirent généralement des personnes ayant les mêmes valeurs et les mêmes orientations politiques : antinationalistes, antifascistes et laïques. Malheureusement, un gouffre sépare les valeurs des Women in Black [Femmes en noir] et des organisations comparables en Serbie, des valeurs de la culture dominante des organisations et élites politiques ultranationalistes et de droite. L'Église orthodoxe serbe refuse tout contact avec les Women in Black [Femmes en noir] et discrédite les activités du réseau dans ses sermons et ses publications. Les Women in Black [Femmes en noir] font donc l'objet de fréquentes agressions (physiques et verbales) par des acteurs non étatiques et des organisations clérico-fascistes (Obraz, Krv i cast), ainsi que de tentatives des institutions publiques de criminaliser le réseau, de porter des accusations contre ses activistes et de les intimider par des inspections financières de leur travail.

Réponse écrite

L'écriture et la publication sont un élément central de l'activisme des Women in Black [Femmes en noir] depuis longtemps. Cette stratégie a pour double objectif de faire entrer un autre récit dans la sphère littéraire et de toucher des groupes plus vastes et plus diversifiés. Les Women in Black [Femmes en noir] éditent des livres, des anthologies, des brochures, des pamphlets, des feuillets et des articles, qu'elles publient en serbe, en anglais, en albanais et en hongrois, dans la mesure du possible, pour toucher un public plus large.

Les Women in Black [Femmes en noir] croient au pouvoir des médias, de l'histoire et de l'écrit, et considèrent l'écriture et la publication comme un type de travail à ne pas négliger par les activistes. Comme les historiens et les médias de la mouvance générale ont longtemps utilisé la publication pour mythifier le rôle de l'Église orthodoxe serbe dans l'identité serbe, les Women in Black [Femmes en noir] considèrent leurs activités comme une façon de « répondre par écrit » à ces autorités reconnues. Le réseau écrit pour contester ce qui se dit dans d'autres ouvrages ou publications et écrit pour protester contre l'idée qu'il y a une seule autorité reconnue pour les histoires publiées. *What Every Citizen Should Know* [Ce que

chaque citoyen/ne doit savoir] est une importante série de publications produites par les Women in Black [Femmes en noir] en collaboration avec la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc]. La série comprend *What Every Citizen Should Know about Secularism* [Ce que chaque citoyen/ne doit savoir à propos de la laïcité] (traduit en anglais avec WLUML¹⁵) et *What Every Citizen Should Know about the Serbian Orthodox Church* [Ce que chaque citoyen/ne doit savoir à propos de l'Église orthodoxe serbe]. Cette dernière brochure contient des citations de dirigeants religieux, ainsi que des documents sur des questions importantes comme l'avortement, les rôles sexospécifiques, la tolérance, la guerre et la relation entre l'Église et l'État. Les citations éclairent les points de vues rétrogrades et intolérants de l'Église orthodoxe serbe. En tant que déclaration activiste artistique, ces deux brochures sont imprimées à la manière des livres de prières et des pamphlets religieux distribués par l'Église orthodoxe serbe. Cette déstructuration esthétique ironique s'inscrit dans l'approche artistique politiquement engagée des Women in Black [Femmes en noir].

Les Women in Black [Femmes en noir] ont débuté dans la rue en 1991 et continuent à croire que les actions dans la rue sont essentielles pour sensibiliser le public et dynamiser un mouvement. Les Women in Black [Femmes en noir] organisent des actions de rue traditionnelles et créatives, pour interrompre temporairement la vie quotidienne des Serbes. Une de ces actions consistait pour les activistes à ôter des vêtements alors qu'elles se trouvaient devant le patriarcat à Belgrade. C'était une forme de résistance pacifique à la position publique de l'Église concernant la tenue vestimentaire appropriée des femmes, qui décourage le port de robes et de jupes courtes, et de tops sans manches. Les activistes des Women in Black [Femmes en noir] ont ôté leurs vêtements (ne gardant que leurs sous-vêtements parfois) pour montrer qu'un corps de femme n'a rien d'immoral et que le rôle de l'Église ne doit pas aller jusqu'à dicter aux femmes serbes ce qu'elles peuvent ou non porter en public. Dans ce cas spécifique, les activistes concernées n'ont pas subi de contrecoup immédiat, mais les agressions verbales et physiques sont courantes lors des actions de rue.

Recherche et documentation

Chaque année, les Women in Black [Femmes en noir] coordonnent un projet de recherche national, sachant que le réseau a une capacité unique pour entendre et documenter les voix d'une population diversifiée de femmes serbes et que ce travail est essentiel pour mener un combat politique efficace. En 2008, le collectif a lancé *Reproductive Rights and the Revival of Traditionalism* [Droits de la reproduction et résurgence du traditionalisme], un projet de recherche centré sur les générations de

femmes plus jeunes. Une enquête a été menée de mars à mai 2008, auprès d'un échantillon de 987 femmes. Près de la moitié d'entre elles avaient moins de 30 ans, 27 % avaient entre 30 et 50 ans et 26 % avaient plus de 50 ans. Parmi les femmes interrogées, 47 % habitaient dans les grandes villes, 19 % dans les petites villes, 21 % dans les villages et 13 % dans les petites agglomérations. En matière de diversité éducative, 48 % avaient un diplôme secondaire supérieur, 19 % avaient un diplôme de l'enseignement supérieur, 15 % avaient un titre universitaire et 14 % un diplôme de l'enseignement primaire. Pour ce qui est de l'engagement dans la vie publique, 72 % n'y participaient pas et celles qui y étaient engagées militaient dans les partis politiques ou étaient des activistes d'organisations culturelles et humanitaires ou d'ONG.

Les résultats de l'enquête montrent une disparité entre la position de l'Église orthodoxe serbe sur les droits sexuels et de la reproduction, et les points de vue des jeunes femmes serbes. Les résultats contredisent aussi l'idée que l'Église a une incidence significative sur les idées et les croyances de la société.

D'après les données de recensement officielles, 95 % de la population serbe seraient religieux, mais trois cinquièmes seulement des femmes interrogées par les Women in Black [Femmes en noir] professent leur foi et certaines affirment le faire sous la pression du conformisme et par crainte de sortir de la norme.

L'Église et les démographes à orientation nationaliste, les gynécologues et les propagandistes affirment que le taux de natalité généralement faible est préoccupant, au même titre que « the separatist tendencies of the minority peoples who multiply unreasonably [les tendances séparatistes des peuples minoritaires qui se multiplient déraisonnablement] » (c'est-à-dire les Albanais, les Roms et les Bosniaques), mais aucune des femmes interrogées ne mentionne cette cause. Alors que 17 % seulement des femmes indiquent des causes analogues à celles avancées par l'Église, près de 80 % pensent que la baisse du taux de natalité est due essentiellement à des facteurs économiques et sociaux et au niveau de vie peu élevé. La recherche des démographes non nationalistes en Serbie confirme que les raisons économiques et les changements du système de valeurs sont les principales causes de la baisse du taux de natalité, ce qui donne à penser que la montée au cléricanisme dans la société n'est pas parvenue à détruire la conscience de soi des femmes.

L'étude observe que beaucoup de celles qui se disent croyantes pensent que leur foi leur donne le droit d'avorter, ce qui indique une divergence entre la position de l'Église sur cette question et les véritables besoins des femmes. La plupart des croyantes pensent que l'avortement n'est

pas un meurtre et qu'elles ont le droit de prendre des décisions au sujet d'elles-mêmes, concernant leur corps et leurs choix de reproduction¹⁶. Cela montre qu'elles n'acceptent pas la position rigide de l'Église sur les droits de la reproduction. Au contraire, elles ont conscience de leur droit de contrôler leur corps et de prendre leurs propres décisions.

Un peu plus de la moitié des femmes interrogées pensent que l'avortement n'est pas un meurtre. Il est intéressant de voir que lorsqu'on leur demande si une croyante peut avorter, la plupart des femmes répondent par l'affirmative, ce qui montre que, malgré l'avis de l'Église affirmant que l'avortement est un meurtre (sans oublier que 60 % des femmes se disent croyantes), les femmes prennent, dans la pratique, des décisions en fonction de leurs besoins¹⁷.

L'étude révèle que le modèle fondamentaliste de sexualité, préconisé dans le cadre de la cléricatisation de la société serbe n'a rien à voir avec l'expérience de la population féminine. En effet, l'Église orthodoxe serbe parle un langage qui n'a aucun rapport avec la réalité des femmes et « the Christian Orthodox flock [la masse chrétienne orthodoxe] » en général. L'imposition d'attitudes réactionnaires concernant les droits de la reproduction en Serbie n'a pas encore d'impact significatif sur la conscience que les femmes ont d'elles-mêmes.

Quelles leçons la société civile et les groupes autonomes de femmes peuvent-ils en tirer ?

Vu la montée du cléricanisme et l'arrivée au pouvoir de Kostunica¹⁸, les données de cette enquête sont plus positives que prévu. L'Église orthodoxe serbe est devenue un des principaux acteurs pour influencer la politique de l'État. Elle s'immisce directement dans le travail des institutions pédagogiques, éducatives, culturelles et d'information. Les résultats de l'enquête et le travail de terrain suggèrent plusieurs impératifs pour la lutte contre le fondamentalisme. La société civile doit :

- Se montrer plus efficace dans son plaidoyer pour la laïcité, c'est-à-dire la séparation complète de l'Église et de l'État, qui est la base de la démocratie.
- S'opposer activement à l'interférence de l'Église orthodoxe serbe et d'autres communautés religieuses dans les affaires de l'État, en particulier en matière de pédagogie, d'éducation et de culture.
- Faire pression sur les institutions politiques, en vue de protéger le principe constitutionnel de la séparation entre l'État et l'Église, et assurer la neutralité de l'Église dans les affaires politiques et de gouvernement.

- Empêcher l'ingérence de l'Église orthodoxe serbe pour enlever aux femmes leurs droits humains, en particulier les droits sexuels et de la reproduction, à la fois sur le plan législatif et en termes d'influence réactionnaire.

Développement de réseaux et de coalitions

Les Women in Black [Femmes en noir] reconnaissent l'importance de participer au processus démocratique et font des campagnes de lobbying. En réponse à la Law on Churches and Religious Communities [loi sur les églises et les communautés religieuses], les Women in Black [Femmes en noir] ont contribué à créer la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc], une coalition de la société civile à Belgrade. En 2006, la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc] a tenu une série de réunions publiques pour examiner la loi, elle a élaboré plusieurs amendements, puis elle a fait pression sur le parlement serbe pour faire passer les amendements. L'effort de pression de la coalition n'a pas abouti, mais la campagne s'est avérée une expérience d'apprentissage importante pour les Women in Black [Femmes en noir] et la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc].

Le travail en réseau et le développement de coalitions se sont avérés essentiels dans le travail des Women in Black [Femmes en noir] contre le fondamentalisme en Serbie. La Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc] se compose des organisations suivantes de la société civile à Belgrade : Youth Initiative for Human Rights, Belgrade Center for Human Rights, Lawyers' Committee for Human Rights [Comité des avocats pour les droits de l'homme], Queeria Center for the Promotion of a Culture of Non-Violence and Diversity [Centre de promotion d'une culture de non-violence et de diversité], journal *Republika*, Social Democratic Union [Union sociale démocratique], Urban In, Center for Peace and Democracy Development [Centre pour la paix et le développement de la démocratie], Center for the Advancement of Legal Studies et Helsinki Committee for Human Rights [Comité d'Helsinki pour les droits de l'homme]. Chacun de ces groupes a joué un rôle pivot dans le combat pour les droits humains en Serbie. En formant la coalition, les Women in Black [Femmes en noir] et les autres organisations ont associé leurs expériences, leurs ressources, leurs réseaux (locaux, nationaux et internationaux) et leurs connaissances. Le Manifesto on Secularism [Manifeste sur la laïcité], élaboré au moment de la constitution, fixe pour la coalition les objectifs suivants :

- **Un État laïc** : séparation complète de l'Église et de l'État, aucune ingérence d'aucune Église dans les affaires de l'État, aucune interférence non plus de l'État dans les affaires religieuses.

- **Un système d'enseignement laïc** : des écoles sans endoctrinement religieux et sans ingérence de l'Église ou des institutions religieuses, où l'enseignement est basé sur les principes de la science et du rationalisme.
- **La liberté de religion** : réaffirmer le droit pour chaque personne d'appartenir à une communauté religieuse, d'en changer ou de l'abandonner, ainsi que le droit de ne pas croire et de n'appartenir à aucune communauté religieuse.
- **L'égalité de traitement des croyants/es et non-croyants/es** : il ne doit y avoir aucune discrimination, ni aucun privilège en fonction des expressions publiques des convictions religieuses ou de l'absence de celles-ci.
- **Une société où l'expression religieuse et une question strictement privée** pour chaque personne, homme ou femme, en particulier en ce qui concerne les agents de l'État¹⁹.

Les objectifs déclarés de la coalition sont de mettre en garde le public que la perte du caractère laïc de l'État a des conséquences graves pour la paix, la démocratie, les droits humains et des femmes ; d'attirer l'attention sur l'usage abusif constant de la religion, de la tradition, de l'héritage national et culturel à des fins politiques ; de soutenir la véritable liberté de croyance et la laïcité comme un héritage clé de la modernité ; d'encourager et multiplier des coalitions comparables au sein de la société civile en Serbie. Les Women in Black [Femmes en noir] et les groupes membres de la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc] croient que le développement de coalitions est la meilleure façon de protéger la paix, la démocratie et des droits humains.

La Serbie n'est certainement pas isolée dans la lutte contre le pouvoir croissant des fondamentalismes. Ces dernières décennies, la religion a gagné en influence dans la société civile et le gouvernement, partout dans le monde. Pour tenter de s'opposer au fondamentalisme religieux, les Women in Black [Femmes en noir] ont développé des réseaux et des coalitions non seulement en Serbie, mais également à l'échelon international. Un partenaire important est [Women Living Under Muslim Laws](#) (WLUML - [Femmes sous lois musulmanes]). Marieme Helie-Lucas, activiste et sociologue, est l'une des fondatrices de WLUML et travaille sans relâche contre les fondamentalismes religieux. Helie-Lucas se concentre surtout sur les fondamentalismes musulmans, mais, comme les Women in Black [Femmes en noir], elle croit que la meilleure manière de lutter contre la tendance mondiale des fondamentalismes passe par les réseaux de solidarité et les coalitions. « In all cases [Dans tous les cas] » dit-elle,

« what we see at work is by no means religious movements, but political extreme right forces that manipulate religions to further their political agendas and to gain political power. [ce que nous voyons en action, ce ne sont pas des mouvements religieux, mais des forces politiques d'extrême droite qui manipulent les religions pour promouvoir leurs agendas et obtenir plus de pouvoir politique.] »²⁰ L'utilisation et la manipulation de la religion sont un phénomène local et mondial, qu'il faut aborder à l'échelle locale et mondiale. Les Women in Black [Femmes en noir] ont pu obtenir des informations internationales importantes, apprendre de nouvelles méthodologies, obtenir le soutien des Women Living Under Muslim Laws [Femmes sous lois musulmanes] et d'Helie-Lucas.

L'Église orthodoxe serbe et les groupes fondamentalistes apparentés en Serbie se prétendent les gardiens de l'« histoire » et de la « tradition » de la Serbie, mais ils se sont adaptés et continuent à le faire au fil du temps. Reconnaisant l'influence et les limitations des organes internationaux comme les Nations Unies, l'Union européenne et les organisations internationales des droits humains, les groupes fondamentalistes adoptent le langage de la gauche (« multiculturalisme », « fascisme », « génocide ») au service de leurs propres fins politiques et en vue de paralyser la gauche ou de l'emporter sur celle-ci.

Coup d'œil sur l'avenir

Les Women in Black [Femmes en noir] et d'autres organisations des droits doivent comprendre les changements constants du langage des fondamentalistes et les garder à l'œil. La lutte contre les fondamentalistes ne doit pas être considérée comme une simple joute verbale (la vie de personnes est en jeu), une grande part de cette lutte se passe dans les lois, les médias, les livres et les discours. Les groupes anti-fondamentalistes doivent avoir conscience de la façon dont la droite coopte leur langage et leur rhétorique, et continuer à faire preuve de créativité ces prochaines années.

Les Women in Black [Femmes en noir] projettent de poursuivre leurs programmes éducatifs et d'intensifier leurs activités d'écriture et de publication, pour sensibiliser aux questions du fondamentalisme, de la laïcité et des droits des femmes. L'organisation étudie aussi des façons de surveiller les publications de l'Église orthodoxe serbe, d'organiser de nouvelles initiatives d'élaboration de lois et de créer une programmation destinée aux jeunes en matière d'anti-fondamentalisme.

L'Église orthodoxe serbe et les groupes fondamentalistes en Serbie semblent gagner sans cesse en puissance, mais il y a aussi un mouvement anti-fondamentaliste fort et actif dans le pays. Les Women in Black [Femmes en noir], chefs de file au sein de ce mouvement, croient qu'il est

possible de contrer les tendances fondamentalistes en Serbie par l'éducation, la coalition et le travail en réseau, au niveau local et international, et en continuant à faire preuve de créativité de pensée.

Biographe des auteures

Staša Zajovic est cofondatrice des Women in Black [Femmes en noir]-Belgrade et fait office de coordinatrice du réseau. Staša a une longue expérience du travail de mobilisation de terrain et de solidarité. Elle a beaucoup écrit sur les droits des réfugiés, les initiatives de paix et l'antimilitarisme, ainsi que sur les droits humains des femmes.

Katie Mahuron a travaillé comme bénévole à plein temps pour les Women in Black [Femmes en noir]-Belgrade pendant un an (2007-2008), par l'intermédiaire du service bénévole Brethren Volunteer Service. Elle est originaire de l'Indiana, aux États-Unis.

Biographie de l'organisation

Le collectif des Women in Black [Femmes en noir] (WiB) est un groupe activiste et un réseau féministe antimilitariste qui œuvre à la visibilité de la résistance non violente des femmes à la guerre, au nationalisme, au sexisme, aux militarismes et aux fondamentalismes. Les WiB [Femmes en noir] créent un espace pour les actions et les voix des femmes, développent des coalitions et des réseaux de paix, organisent la formation pacifiste féministe et créent une autre histoire des femmes. Les WiB-Belgrade travaillent à préserver la nature laïque de l'État. En 2006, en collaboration avec la Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc], le collectif a plaidé contre la Law on Churches and Religious Communities [loi sur les églises et les communautés religieuses] et contre la cléricatisation de l'État. www.zeneucnom.org

Notes de fin

¹ Le texte de l'étude de cas mentionne indifféremment les Women in Black [Femmes en noir], Women in Black [Femmes en noir]-Belgrade et Women in Black [Femmes en noir]-Serbie.

² Cette définition est apparue lors d'un séminaire de formation des Women in Black [Femmes en noir] à Sijarinska Banja, dans le sud de la Serbie, en juin 2006.

³ Staša Zajovic, « *Fundamentalism and the Gender Order: Ethnic Fundamentalism in Serbia* », Women for Peace : 2007.

⁴ St-Sava est le nom sanctifié de Rastko Namanjic (1175-1235), un aristocrate et moine orthodoxe oriental qui est devenu le premier archevêque de l'Église orthodoxe serbe. En plus d'être vénéré par l'Église orthodoxe serbe, il était aussi diplomate, écrivain, législateur et fondateur de plusieurs monastères médiévaux.

⁵ « Grande Serbie » est la notion mythifiée d'une patrie serbe résolument attachée à l'histoire et l'imagerie orthodoxe. La construction de la Grande Serbie qualifie aussi la région d'ordre divin et dès lors, sous le contrôle ou l'influence de l'Église orthodoxe serbe.

⁶ Branimir Anzulovic, *Heavenly Serbia: From Myth to Genocide*, New York : New York University Press, 1999: 123-124.

⁷ Slobodan Milosevic a été président de Serbie (1989-1997) et président de la République fédérale de Yougoslavie (1997-2000).

⁸ Les guerres yougoslaves (également appelé la guerre des Balkans ou les guerres de sécession yougoslaves) sont une série de conflits violents qui ont eu lieu sur le territoire de l'ancienne République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) entre 1991 et 2001.

⁹ Josip Tito a été premier ministre (1945-1953), puis président (1953-1980) de la RSFY.

¹⁰ Snezana Tabacki et Kosta Donkic, eds, « *What Every Citizen Should Know about the Serbian Orthodox Church* », Women in Black [Femmes en noir]/Coalition for a Secular State, Belgrade, 2007.

¹¹ Voir article 11 sur les églises traditionnelles et les communautés religieuses, [Draft Law on Churches and Religious Communities of the Republic of Serbia](#) (traduction anglaise), European Commission for Democracy Through Law (Commission de Venise), Conseil de l'Europe, avril 2006.

¹² Le site Web des Women in Black [Femmes en noir], www.zeneucnom.org, donne des détails complémentaires concernant nos séminaires.

¹³ « The most important Serbian tradition is the yearly observance of Krsna Slava, the Patron Saint's Day. This uniquely Serbian religious holiday, reminiscent of the pre-historic harvest festivals, is celebrated once a year in commemoration of the family's conversion to Christianity, when each family chose its patron saint, which derived from the custom of worshipping protective spirits. Passing from father to son, this joyous holiday is observed with friends and family enjoying sumptuous foods, often with music and dancing as well. [La principale tradition serbe est l'observance annuelle de Krsna Slava, la fête du saint patron. Cette fête religieuse typiquement serbe, qui rappelle les fêtes préhistoriques de la moisson, se célèbre une fois par an pour commémorer la conversion de la famille au christianisme, quand chaque famille a choisi son saint patron, et dérive de la coutume de rendre un culte aux esprits protecteurs. Cette fête joyeuse, qui se transmet de père en fils, est célébrée avec des amis et la famille, et est l'occasion de repas somptueux, souvent avec de la musique et des danses.] » De l'article « *Slava* », site Web officiel de l'Église orthodoxe serbe, sans date.

¹⁴ La programmation religieuse de la radio publique comprend Vekovnik sur RTS. Les programmes des médias privés sont notamment Voice of the Church, TV Bridge, Fokus et New Spark.

¹⁵ Women Living Under Muslim Laws (WLURL - Femmes sous lois musulmanes), un réseau international de solidarité créé en 1984, donne des informations, une aide est un

espace collectif aux femmes dont la vie est façonnée, conditionnée ou régie par des lois et des coutumes prétendument dérivées de l'islam.

¹⁶ Les chiffres de l'enquête montrent que 60,69 % des femmes interrogées se considèrent croyantes, 26,44 % ne se considèrent pas comme telles et 12,6 % disent ne pas savoir ; 45,59 % des femmes pensent que leur foi leur permet d'avorter tandis que 24,01 % pensent que ce n'est pas le cas ; 56,2 % des femmes pensent que l'avortement n'est pas un meurtre, tandis que 42,76 % pensent que c'est un meurtre ; 55,93 % des femmes pensent que les croyantes peuvent recourir à la contraception, tandis que le 13,17 % ont répondu qu'elles n'y sont pas autorisées.

¹⁷ Staša Zajovic, « *A Gap between Reality, Women's Experience, and Clericalism in Serbia* », document non publié.

¹⁸ Vojislav Kostunica préside le Parti démocratique de Serbie. Il a été le dernier président de la RSFY (2000-2003), succédant à Slobodan Milosevic, et a exercé deux mandats de premier ministre de Serbie (2004-2007 et 2007-2008).

¹⁹ Snezana Tabacki, « *Manifesto on Secularism* », Women in Black [Femmes en noir]/Coalition for a Secular State [Coalition pour un État laïc], Belgrade, 2008.

²⁰ Marieme Helie-Lucas, « *The Enemy of My Enemy is Not My Friend: Fundamentalist Non-State Actors, Democracy and Human Rights* », dans *Preteci znaci fundamentalizama – feministicki odgovori (Warning Signs of Fundamentalisms – Feminist Responses [Signes avertisseurs des fondamentalismes – Réponses féministes])*, Women in Black [Femmes en noir] Belgrade, 2006.